

Dalkia

Les salariés entre interrogation et inquiétude

Deux évènements rendent légitime cette préoccupation :

1- **La crise structurelle du système capitaliste** menace directement l'activité de Dalkia car l'économie réelle est désormais sous la menace d'une grave récession (baisse de l'activité économique, destructions massives d'emplois, augmentation du chômage entraînant une paupérisation alarmante de la population...), comme en atteste le rapport du Cabinet Markit qui a pointé, pour la première fois, en octobre, une réduction de l'activité du secteur privé.

A cela se rajoute **l'endettement** des communes, des départements et des régions et la menace qui pèse sur leurs financements à cause des emprunts toxiques qu'ils ont contractés dans les années 2000... **Beaucoup de communes et de collectivités se préparent à internaliser certaines activités sous-traitées.**

RAPPEL - Sans revenir sur l'historique de ces emprunts alléchants que les banques ont massivement vendus avec de faibles taux d'intérêt, le risque d'écroulement est aujourd'hui bien réel d'autant que la hausse récente du franc suisse a étranglé de très nombreuses collectivités (dont la dette est composée de plus de 50% d'emprunts toxiques) en faisant grimper leurs taux jusqu'à 30%.

Par ailleurs, le démantèlement de DEXIA a révélé que plus de **5 500 structures publiques** ont contracté ce type d'emprunt auprès de cette banque. Pour tenter de se donner des marges de manœuvre, les responsables directs de cette situation ne manqueront pas de faire payer cette crise aux travailleurs et à leurs familles d'autant que l'Etat va réduire ses dotations. Des hausses importantes des taxes et des impôts seront alors décidées. A coup sûr, les salaires seront au mieux bloqués. Il en sera de même pour les prestations sociales, les pensions retraites, etc.

Inévitablement cette situation impactera négativement l'activité des 4 divisions du groupe dont le taux d'endettement dépasse les 15 milliards d'euros.

Restructuration oblige, à l'instar des autres divisions, Dalkia réduira les effectifs et les salaires, augmentera le temps et la charge de travail au risque de détériorer les conditions de travail.

2- **La restructuration du groupe Veolia** pour « sauver le groupe » ébranlera durablement et sans aucun doute l'organisation de Dalkia.

En effet, dans une lettre adressée le 19 octobre 2011 à l'ensemble de l'encadrement du groupe, Monsieur Antoine Frérot appelle les salariés à la mobilisation générale « *pour faire face aux défis de VE qui veut conserver sa place de leader dans la profession* » dans un contexte de « *crise aux multiples facettes : économique, sociale, énergétique, alimentaire, climatique, nucléaire...* ».

Le PDG définit sa stratégie de sauvetage pour « *enrayer la baisse des marges et redresser les résultats* ». Celle-ci s'articulera autour de 2 axes majeurs : Un développement plus ciblé des activités et la défense des positions dites fortes.

Dans un périmètre géographique plus réduit (présence sur une quarantaine de pays au lieu de 77 précédemment) les secteurs d'activités prioritaires sont ainsi définis : **Eau et assainissement** : gestion globale des services ; **Propreté** : traitement et recyclage des déchets industriels toxiques, tri et recyclage des déchets ménagers ; **Transport** : développer le rail régional et les transports publics ;

Energie (Dalkia) : exploitation des réseaux de chaleur et des plateformes industrielles, cogénération, biomasse, assurer la gestion énergétique des bâtiments publics. Ce qui signifie l'abandon du multiservices (FM).

Ces activités seront essentiellement développées en France, en Grande Bretagne et en Allemagne qui représentent 60% des activités de Veolia. Par ailleurs, M. Frérot insiste sur les contraintes persistantes sur les prix de vente « ce qui oblige à agir dans 2 directions » :

1- les clients à qui « *il faut proposer des offres inter-divisions* ». En bon technocrate, M. Frérot prophétise que les 4 activités s'imbriqueront de plus en plus.

2- Les salariés qui doivent fournir des efforts et faire des économies « *immédiatement, simplement et efficacement* » : 150 millions d'économie d'ici 2013, et 300 millions en 2015.

Comme rappelé dans nos précédentes publications, les seuls leviers sur lesquels s'appuiera le plan d'économie exigé par le PDG sont :

- la réduction des frais de structures (regroupement du personnel dans des sièges régionaux communs aux 4 divisions pour les établissements et ceux des sièges nationaux à Aubervilliers en Région parisienne,

- la réduction des effectifs (mesures d'âge, mobilité, mutualisation de certaines activités... externalisation)

Aussi, dans son courrier, M. Frérot exige « *de faire des économies, en gérant avec un maximum de rigueur les dépenses et que des actions sont à entreprendre, à tous les niveaux* ».

Les salariés sont prévenus, la facture sera salée.

La chasse au « *gaspi* » est ouverte. Sauf que dans la bouche des technocrates du CAC 40, gaspi veut dire moins d'effectifs, moins de salaire, moins de primes, moins d'acquis... allongement de la durée du travail et alourdissement de la charge de travail.

« **Travailler plus pour gagner moins tout en étant moins nombreux** », c'est ce que demande M. Frérot aux salariés : « *Dans la difficulté, ce qui compte d'abord et avant tout, ce n'est ni l'argent* (sauf pour les

gros actionnaires et les spéculateurs ! Souligné par nous), *ni la technologie, ni les installations : ce sont les hommes et les femmes. Aujourd'hui plus que jamais, ce qui compte, c'est vous.* »

Après des années de mépris et de bas salaires pendant lesquels M. Frérot, ses cadres dirigeants et ses gros actionnaires se sont gavés de bénéfices, de stocks options, de tickets de présences, de remboursement de frais, et de hausses faramineuses de leurs revenus, veulent sauver leurs privilèges en exigeant des salariés de lourds sacrifices. M. Frérot a pensé à eux ...

Le PDG « *compte sur eux, de même les salariés peuvent compter sur lui.* »

Non, M. le Président, les salariés « *comptent sur vous* » pour augmenter les effectifs, alléger leurs charges de travail. De même, ils vous somment de ne pas verser des dividendes à vos gros actionnaires, de supprimer les dépenses parasites (stocks option, jetons de présence, remboursement des frais « luxueux », suppression des séminaires et autres célébrations aussi inutiles que coûteuses, etc.), de baisser vos salaires et augmenter les leurs. Vos revenus avoisinent les 2 M€ par an. Ces simples mesures économiseront sans douleur plus de 500 millions d'euros par an, soit 3 fois plus que les 150 millions d'euros d'économies que vous exigez des salariés, d'ici fin 2012.

Ça s'agite chez Veolia qui se prépare à réorganiser son alliance avec EDF par le biais de Dalkia, leur filiale commune

Le Conseil d'administration de Veolia (CA) se réunit les 8 et 9 novembre. L'ordre du jour sera consacré à la revue stratégique par métiers, l'analyse des résultats 2011 et la restructuration annoncée cet été. Le PDG du groupe a du pain sur la planche... Avec une perte de près de 68 millions d'euros au premier semestre et un effondrement (-52%) en Bourse, M. Frérot espère, malgré tout, vendre aux membres du CA, le projet de rapprochement avec EDF via les services énergétiques. EDF augmentera à 50% son capital dans Dalkia.

Conséquence : il est prévu la refonte et la réorganisation totales de Dalkia pour « *concurrencer GDF Suez* » autour de ses cœurs de métiers. Notons enfin que Dalkia a réalisé 653 millions d'euros de profit, soit une hausse de plus de 40% depuis 2006, pour un chiffre d'affaires de 8,6 milliards d'euros)

Mots ouverts

**La situation est préoccupante. Il faut renouer avec l'esprit revendicatif et de lutte.
Il faut adhérer et renforcer le CGT-E.**